



Élection présidentielle française de 1965

18 langues

Article Discussion

Lire Modifier Modifier le code Voir l'historique

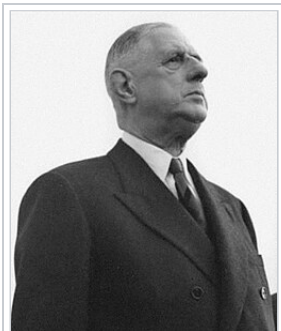
L'**élection présidentielle française de 1965**, deuxième [élection présidentielle](#) de la [V^e République](#), se tient les 5 et 19 décembre 1965 afin d'élire le [président de la République française](#) pour un [mandat de sept ans](#).

Sous la V^e République, cette élection présidentielle est la première à se dérouler au [suffrage universel direct](#), le premier président ayant été élu [en 1958](#) par un [collège électoral](#) de [grands électeurs](#). Le scrutin de 1965 a lieu à la suite de la victoire du « oui » au [référendum de 1962 sur l'élection au suffrage universel du président de la République](#). Il s'agit alors de la seconde [élection présidentielle](#) au suffrage universel direct après [celle de 1848](#), sous la [II^e République](#), mais [seuls les hommes](#) étaient autorisés à voter.

Au premier tour, six candidats sont en lice. Après avoir hésité à se présenter, le président sortant, [Charles de Gaulle](#), brigue un second mandat et obtient 44,6 % des suffrages. La gauche se présente unie autour de la candidature de [François Mitterrand](#) (31,7 %), tandis que le centriste [Jean Lecanuet](#) devient le troisième homme (15,6 %) en prenant des voix à de Gaulle. L'extrême droite présente la candidature de l'avocat [Jean-Louis Tixier-Vignancour](#) (5,2 %), alors que les deux autres candidats obtiennent moins de 2 % chacun.

Mis en [ballottage](#) de façon inattendue, le général de Gaulle était donné largement vainqueur dès le premier tour par les sondages jusqu'à quelques semaines avant le scrutin. Mais contrairement à ses adversaires, il n'a quasiment pas fait campagne malgré le rôle essentiel de la [télévision](#), où il s'est retrouvé au centre des attaques de ses concurrents. Pour le second tour, il consent à des interventions télévisées et se voit réélu avec 55,2 % des suffrages exprimés face à François Mitterrand. Son second mandat commence le 8 janvier 1966.

Contexte [modifier | modifier le code]



Charles de Gaulle, président de la

En 1958, l'enlissement de la [guerre d'Algérie](#) provoque la chute de la [Quatrième République française](#). Devenu [président du Conseil des ministres](#) à la faveur de la [crise de mai 1958](#), le général [Charles de Gaulle](#) fait adopter une [nouvelle Constitution](#) par [référendum](#) le 28 septembre. Trois mois plus tard, il est [élu](#) président de la République par un collège électoral de quelque 82 000 grands électeurs (parlementaires,

← 1958

1969 →

Élection présidentielle française de 1965

5 décembre 1965 (1^{er} tour)
19 décembre 1965 (2^d tour)

Type d'élection

Élection présidentielle
Scrutin uninominal
majoritaire à deux tours

Corps électoral et résultats

Population	48 952 282
Inscrits au 1 ^{er} tour	28 910 581
Votants au 1 ^{er} tour	24 502 916
	84,75 %
Votes exprimés au 1 ^{er} tour	24 254 556
Blancs et nuls au 1 ^{er} tour	248 360
Inscrits au 2 ^d tour	28 902 704
Votants au 2 ^d tour	24 371 647
	84,32 %
Votes exprimés au 2 ^d tour	23 703 434
Blancs et nuls au 2 ^d tour	668 213

Charles de Gaulle – UNR-UDT

Voix au 1^{er} tour

10 828 521

44,65 %

Voix au 2^e tour

13 083 699

55,20 %

François Mitterrand – FGDS

Voix au 1^{er} tour

7 694 003

31,72 %

Voix au 2^e tour

10 619 735

44,80 %

Jean Lecanuet – MRP

Voix au 1^{er} tour

3 777 120

15,57 %

République depuis 1959.



Logo de l'**OAS**, qui tente à plusieurs reprises de tuer le général de Gaulle, le conduisant à organiser le **référéndum du 28 octobre 1962**.

conseillers généraux, représentants des conseils municipaux). Il prend ses fonctions le 8 janvier 1959.

Depuis son retour au pouvoir, la droite détient la majorité absolue à l'**Assemblée nationale**. Les **élections législatives de 1962**, consécutives à la chute du **premier gouvernement Pompidou**, donnent même une majorité absolue au parti présidentiel, l'**UNR-UDT**, et aux **Républicains indépendants** de Valéry Giscard d'Estaing. Les **élections cantonales de 1964** et les **municipales de mars 1965** marquent cependant un recul du score des candidats gaullistes¹.

Durant son **septennat**, le général de Gaulle parvient à mettre un terme à la guerre d'Algérie. Mais le conflit entraîne de fortes tensions en **France métropolitaine** et une série d'attentats de la part de l'**OAS** : le chef de l'État échappe ainsi à plusieurs tentatives

d'assassinat. Après le **cessez-le-feu** en 1962, son traitement des **rapatriés d'Algérie** est très critiqué, tout comme l'absence de réactions de l'armée française lors des **massacres de harkis** et d'Européens en Algérie.

Après l'**attentat du Petit-Clamart**, qui manque de peu de lui coûter la vie, Charles de Gaulle décide de soumettre au peuple une proposition d'élection du président de la République au **suffrage universel direct**. Ce projet est très controversé au sein de la classe politique traditionnelle, qui dénonce une réduction des prérogatives des élus et le risque de **plébiscite**. Lors du **référéndum du 28 octobre 1962**, le « oui » l'emporte avec plus de 62 % des suffrages exprimés. Précédemment, seule l'**élection présidentielle de 1848** s'était tenue au suffrage universel direct : ce scrutin avait conduit au pouvoir **Louis-Napoléon Bonaparte**, qui avait mené un **coup d'État** avant la fin de son mandat.

Sous la présidence de Gaulle, le **nouveau franc** (plan Pinay-Rueff) est institué et la France connaît une forte croissance économique dans le contexte des **Trente Glorieuses** et de la recherche d'une **troisième voie**². En matière extérieure et de défense, le pays est la quatrième puissance à mettre au point la **force de dissuasion nucléaire** et se réconcilie avec l'**Allemagne de l'Ouest** à l'occasion de la signature du **traité de l'Élysée**. De Gaulle prône une « Europe des nations » par opposition au **fédéralisme européen**. En 1964, il reconnaît la **république populaire de Chine**.

Les partis d'opposition (notamment le **Parti communiste français**, la **SFIO** et des formations centristes) dénoncent un style de gouvernance trop personnel. Le parlementaire de gauche **François Mitterrand** fait état d'un « **coup d'État permanent** ».

Modalités [modifier | modifier le code]

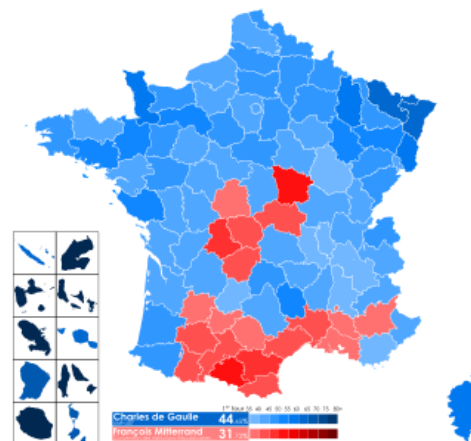


Jean-Louis Tixier-Vignancour – CTV

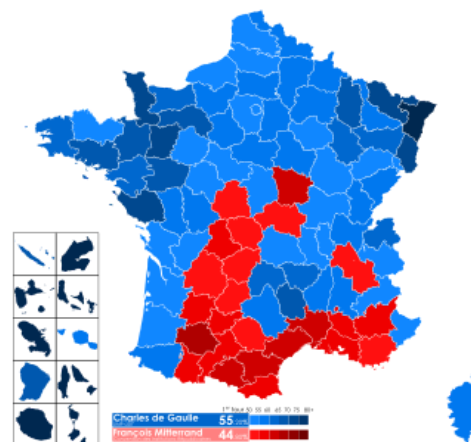
Voix au 1^{er} tour 1 260 208

5,20 %

Résultats du premier tour par département



Résultats du second tour par département



Président de la République française

Sortant

Charles de Gaulle
UNR-UDT

Réélu

Charles de Gaulle
UNR-UDT

modifier - modifier le code - voir Wikidata



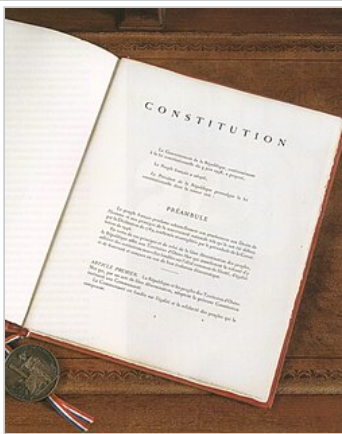
Articles connexes : **Élection présidentielle en France** et **Président de la République française**.

Conformément à l'**article 6 de la Constitution**, le **président de la République française** est élu pour un mandat de **sept ans**. Si aucun candidat ne recueille la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour de scrutin, un second tour a lieu

quatorze jours plus tard : seuls peuvent alors se présenter les deux candidats arrivés en tête au premier tour après retrait éventuel de candidats mieux placés³.

Chaque candidat doit satisfaire plusieurs conditions³ :

- être de nationalité française et ne pas être privé de ses **droits civiques** concernant l'**éligibilité** ;
- avoir au minimum 23 ans ;
- être inscrit sur une **liste électorale** ;
- recueillir 100 « **parrainages** » de **parlementaires ou d'élus locaux** : ces parrainages doivent provenir d'au moins trente départements ou **collectivités d'outre-mer** différents et pas plus d'un dixième des élus signataires ne doit provenir du même département ou de la même collectivité d'outre-mer.



La Constitution de la **V^e République** scellée du **Grand sceau de France**.

La **Constitution** prévoit que³ :

- en cas d'**empêchement** ou décès dans la dernière semaine de dépôt des candidatures d'une personne qui a annoncé son intention d'être candidate, le **Conseil constitutionnel** peut reporter l'élection ;
- en cas d'empêchement ou décès d'un candidat avant le premier tour, l'élection est reportée ;
- en cas d'empêchement ou décès d'un candidat qualifié pour le second tour, il est procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales.

L'État donne les mêmes facilités à tous les candidats pour faire campagne, mais seuls ceux ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés peuvent obtenir le remboursement du cautionnement ou de leurs dépenses de campagne³.

En vertu de l'**article 58 de la Constitution**, le **Conseil constitutionnel** est le garant de la régularité de l'élection, de l'examen des réclamations et de la proclamation des résultats⁴.

Les dates du scrutin sont fixées en **Conseil des ministres** et publiées au **Journal officiel**⁵. L'élection est fixée au 5 décembre 1965 (premier tour) et au 19 décembre 1965 (éventuel second tour)⁵.

Candidats

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Tableau de synthèse

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 18 novembre 1965, le **Conseil constitutionnel** arrête la liste des noms des six candidats à l'élection du président de la République, établie par ordre alphabétique⁶.

Nom, âge et parti (âge à la date de publication par le Conseil constitutionnel)			Mandats et fonctions au moment de l'élection	Commentaires
Marcel Barbu (58 ans) Indépendant			Aucune (député de l'Assemblée constituante de 1945)	Il parvient au dernier moment à décrocher les parrainages, se déclarant à une demi-heure de la fin du dépôt des candidatures⁷. Élimination au 1^{er} tour (appelle à voter François Mitterrand)

Charles de Gaulle (74 ans) Union pour la nouvelle République – Union démocratique du travail (UNR-UDT)		Président de la République (depuis 1959) Fonctions [afficher] antérieures	Il annonce sa candidature à un second mandat le 4 novembre 1965.
Jean Lecanuet (45 ans) Mouvement républicain populaire (MRP)		Sénateur de la Seine- Maritime (depuis 1959) Conseiller général de la Seine-Maritime (depuis 1958) Fonctions [afficher] antérieures	Il annonce sa candidature le 19 octobre 1965. Élimination au 1^{er} tour (appelle à voter contre le général de Gaulle)
Pierre Marcilhacy (55 ans) Parti libéral européen (PLE)		Sénateur de la Charente (depuis 1948)	Il est désigné candidat le 25 avril 1965. Élimination au 1^{er} tour (aucune consigne de vote)
François Mitterrand (49 ans) Convention des institutions républicaines (CIR)		Président de la CIR (depuis 1964) Président de la FGDS (depuis 1965) Député de la Nièvre (depuis 1962) Maire de Château-Chinon (depuis 1959) Président du conseil général de la Nièvre (depuis 1964) Fonctions [afficher] antérieures	Il déclare sa candidature le 9 septembre 1965. Candidat unique de la gauche, il est investi par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (SFIO, CIR) et soutenu par le PCF, le Parti radical et le PSU.
Jean-Louis Tixier-Vignancour (58 ans) Comités Tixier-Vignancour (CTV)		Aucune (ancien député des Basses- Pyrénées)	Candidat dès le 20 avril 1964, il effectue une « tournée des plages » à l'été 1965. Élimination au 1^{er} tour (appelle à voter François Mitterrand)

Charles de Gaulle, président sortant [modifier | modifier le code]

Une candidature tardive [modifier | modifier le code]

À l'origine du [changement](#) du [mode de scrutin](#) de l'élection du président de la République en 1962, Charles de Gaulle maintient longtemps le suspens sur une candidature pour un second mandat. Au début du mois de septembre 1965, un sondage effectué auprès des 25 membres du gouvernement révèle que 12 d'entre eux pensent qu'il se représentera contre 12 qu'il briguera sa succession, tandis que le Premier ministre, [Georges Pompidou](#), ne se prononce pas, bien qu'intimement convaincu que le Général briguera à nouveau la fonction suprême⁸.

À partir de 1963, le général de Gaulle est préoccupé par son état de santé (il subit une délicate opération de la [prostate](#) le 17 avril 1964) et craint pour sa succession en cas d'[empêchement](#)^{9,10}. Les années précédentes, il a été la cible de plusieurs attentats de l'[OAS](#) dans le contexte de la [guerre d'Algérie](#). Cette situation l'a conduit à rédiger un testament politique mentionnant le nom de successeurs souhaités. En tant que Premier ministre, c'est Georges Pompidou qui est le plus souvent mentionné pour être candidat en cas de retrait du Général, mais les noms de [Michel Debré](#) et [Jacques Chaban-Delmas](#) circulent également¹¹.

Selon [Alain Peyrefitte](#), le président sortant a pris la décision de se représenter dès le 1^{er} juillet 1965¹². Mais il annonce sa candidature seulement le 4 novembre 1965, à bientôt 75 ans, lors d'une intervention télévisée à 20 h :

« Que l'adhésion franche et massive des citoyens m'engage à rester en fonctions, l'avenir de la République nouvelle sera décidément assuré. Sinon, personne ne peut douter qu'elle s'écroulera aussitôt et que la France devra subir – mais, cette fois, sans recours possible – une confusion de l'État plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois¹³. »

Cette décision de se représenter aurait notamment été motivée par l'échec des négociations de l'[Europe des Six](#) sur le Marché commun agricole¹¹. Il reçoit le soutien des [Républicains indépendants](#) (RI) de [Valéry Giscard d'Estaing](#) ; contrairement à l'opposition, cette frange centriste de la majorité considère qu'il est « profondément européen »¹⁴.

Une campagne minimaliste et critiquée [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Peu de temps avant la tenue du premier tour, alors que le général de Gaulle ne mène pas campagne et ne propose ni programme ni lignes directrices, l'opposition estime que sa stratégie repose sur le mot d'ordre « Moi ou le chaos »¹⁵.

L'[Union des républiques socialistes soviétiques](#) (URSS) se montre favorable à sa réélection, la *[Pravda](#)* censurant même des déclarations critiques du secrétaire général du [Parti communiste français](#) (PCF), [Waldeck Rochet](#), lors de la déclaration de candidature du Général¹⁵.

La [Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles](#) (FNSEA), mécontente de sa politique agricole, et l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord, d'Outre-Mer et de leurs amis (ANFANOMA), qui dénonce son traitement des [rapatriés d'Algérie](#), appellent à voter contre le président sortant¹⁵.

François Mitterrand, candidat de l'union de la gauche [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Une longue indécision à gauche [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À l'approche de l'élection, le [Parti communiste français](#) (PCF) constitue la principale force d'opposition de gauche (environ 20 % de l'électorat français). Mais le PCF a perdu en juillet 1964 son dirigeant depuis trente ans, [Maurice Thorez](#) (remplacé par [Waldeck Rochet](#)), n'a été présent dans aucun gouvernement depuis près de 20 ans et semble peu à même de présenter une candidature victorieuse à l'élection présidentielle. L'autre grande formation de gauche, le parti socialiste

[Georges Pompidou](#), Premier ministre depuis 1962, est régulièrement cité comme possible candidat de la majorité gaulliste en cas de non-candidature du général de Gaulle à un second mandat.

Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), est en déclin et son dirigeant, **Guy Mollet**, se montre peu enthousiaste à l'idée de présenter une candidature face à celle du général de Gaulle¹⁶.

Le 9 septembre 1965, après une rencontre avec Guy Mollet, **Maurice Faure** (**Parti radical**) et Daniel Meyer (**PSU**) et à l'issue d'une conférence de presse du général de Gaulle, **François Mitterrand** annonce sa candidature dans un communiqué de presse, affirmant que « l'essentiel de ce qui a été dit souligne une fois de plus l'incompatibilité d'humeur entre le général de Gaulle et la démocratie »¹⁵. Il avait au préalable posé pour conditions à sa candidature d'obtenir le soutien de la SFIO et de **Pierre Mendès France** ainsi que l'absence d'un candidat communiste¹⁷.

Résolument hostile au général de Gaulle, François Mitterrand apparaît isolé à gauche. Onze fois ministre sous la **Quatrième République**, il n'a pu intégrer le **Parti socialiste unifié** (PSU) en raison de sa participation à des gouvernements comme celui de Guy Mollet. Il a également été critiqué après l'**attentat de l'Observatoire**. Depuis juin 1964, il préside une petite formation de gauche, la **Convention des institutions républicaines** (CIR), qui a été fondée après la dislocation de l'**Union démocratique et socialiste de la Résistance** (UDSR), dont il était l'une des figures. La CIR prend la suite du Centre d'action institutionnelle (CAI), qui était une réunion de clubs organisée sous la houlette de **Charles Hernu**, dirigeant du club des Jacobins^{18,19}.

Prise sans consultation du reste de la gauche parlementaire, cette décision fait suite à l'impossibilité d'une candidature unique à gauche portée par le maire SFIO de Marseille, **Gaston Defferre**, ou par l'ancien président du Conseil (aujourd'hui PSU) Pierre Mendès France²⁰. En janvier 1963, François Mitterrand affirmait à **Jean-Jacques Servan-Schreiber** qu'il n'y avait « qu'un candidat possible : c'est Gaston Defferre »²¹. Après le retrait de Defferre en juin 1965, la gauche n'avait plus de candidat²².

Le 10 septembre 1965, au lendemain de l'annonce de la candidature de François Mitterrand, une coalition de gauche, la **Fédération de la gauche démocrate et socialiste** (FGDS), est lancée pour soutenir l'accession à l'Élysée de celui-ci : elle regroupe la SFIO, le Parti radical et la CIR. Le PSU apporte également son soutien à Mitterrand, mais sans s'associer à sa campagne¹⁵.

Une candidature résolument anti-gaulliste [modifier | modifier le code]

François Mitterrand, député de la **Nièvre** qui a aussi voté « non » au **référendum sur l'élection au suffrage universel du président de la République**, apparaît comme l'un des rares à promouvoir une alliance avec le PCF²⁰. Le 23 septembre 1965, le PCF se rallie à sa candidature, tout comme Pierre Mendès France à l'occasion d'un entretien au *Nouvel Observateur* dans lequel il accuse de Gaulle de monopoliser le pouvoir, « sans partage, sans contrepoids, sans contrôle »^{23,24,25}. La droite dénonce une reconstitution du **Front populaire** de 1936. Cependant, l'**URSS** ne cache pas sa préférence pour le général de Gaulle¹⁵.

Ancien ministre de la **Quatrième République**, opposant de la première heure au général de Gaulle et à la V^e République instituée par ce dernier, Mitterrand mène une campagne résolument hostile au **gaullisme**²⁶. L'auteur du *Coup d'État permanent* propose la suppression de l'**article 16** (pouvoirs exceptionnels du président de la République) et de l'**article 11** (référendum législatif) de la Constitution. En cas d'élection, il promet de dissoudre l'**Assemblée nationale**. Il se présente comme partisan de la **construction européenne**, favorable à la **laïcité**, hostile aux **monopoles** et à la **force de dissuasion nucléaire française**¹⁵. Il

Waldeck Rochet, secrétaire général du **Parti communiste français**, première force électorale à gauche qui se rallie à la candidature du socialiste **François Mitterrand**.

François Mitterrand au **Capitole** de **Toulouse** le 20 octobre 1965.

joue de son âge (49 ans face aux 75 ans de De Gaulle) : ses affiches vantent « un président jeune pour une France moderne »²⁷.

Jean Lecanuet, candidat de centre droit [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Une candidature « démocrate, sociale et européenne » [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En septembre 1965, le Comité des démocrates dénonce les propos **eurosceptiques** tenus par le général de Gaulle lors de sa dernière conférence de presse. La formation sollicite alors l'ancien président du Conseil **Antoine Pinay** (**Centre national des indépendants et paysans**), qui refuse de se présenter, puis le président national du **Mouvement républicain populaire** (MRP) et sénateur de la **Seine-Maritime**, **Jean Lecanuet**. Ce dernier annonce sa candidature le 19 octobre au nom du « centre, démocrate, social et européen » et quitte dans la foulée la présidence de son parti^{15, 28}.

Troisième grande figure de la campagne, Jean Lecanuet joue de son image de renouveau au **centre droit**, attirant à lui une partie de l'électorat initialement acquis à de Gaulle. Soutenu par le MRP et le CNIP, il bénéficie d'une certaine bienveillance du **Parti radical**, qui appelle à voter pour le candidat de l'union de la gauche mais indique « apprécie[r] la portée et la valeur » de la candidature Lecanuet¹⁵.

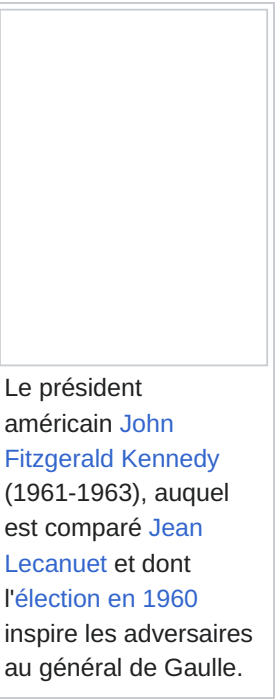


Le « Kennedy français » [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le Monde dresse le portrait suivant du candidat centriste :

« Personne ne fait moins penser que M. Jean Lecanuet à un cacique des « vieux » partis, à un « homme du passé », à un de ces « revenants », de ces « fantômes » que le général de Gaulle, le Premier ministre et à leur suite les gaullistes accablent volontiers de leurs sarcasmes. Un visage lisse, des cheveux de jais, un sourire à fossettes, donnent à ce sportif carré et large d'épaules un air de bonne santé et de vigueur qui évoque au contraire la jeunesse, l'équilibre, la force. Orateur, il sait jouer des accents chaleureux d'un timbre sonore et flexible, et ne dédaigne pas l'humour. Stratège, ce Normand sait se montrer direct et paraître peu enclin à accepter n'importe quelle connivence dans une molle et fallacieuse unanimité. Chef de parti, il rassure facilement cadres et militants, inspire confiance, entraîne²⁸. »

Encore davantage que François Mitterrand (49 ans), Jean Lecanuet (45 ans) tire un argument de sa jeunesse ; peu connu des Français avant l'élection, il se présente en outre comme un homme neuf alors que le candidat de la gauche a été de nombreuses fois ministre sous la Quatrième République. Lecanuet a étudié le rôle de la télévision dans l'élection présidentielle américaine de 1960 — qui a vu la victoire de **John F. Kennedy** — et fait appel à des méthodes modernes incluant sondages et utilisation d'entreprises de conseils en communication. Ses prestations télévisées, au cours desquelles il est notamment interrogé par le populaire journaliste **Léon Zitrone**, sont très suivies et assurent en particulier sa notoriété auprès du grand public urbain et des classes moyennes.



Jean-Louis Tixier-Vignancour, candidat d'extrême droite [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Un défenseur de l'Algérie française [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

L'avocat d'extrême droite [Jean-Louis Tixier-Vignancour](#) est le premier candidat à se déclarer après [Gaston Defferre](#), le 20 avril 1964²⁹. Durant sa carrière, il a défendu l'écrivain [Louis-Ferdinand Céline](#) (dont il obtient l'amnistie en 1951) puis le général putschiste [Raoul Salan](#) en 1962³⁰.

Au départ, sa candidature ne fait pas l'unanimité à l'extrême droite, [Alain de Lacoste-Lareymondie](#) étant cité pour la représenter. L'action de [Jean-Marie Le Pen](#) est déterminante pour l'imposer : celui-ci est convaincu qu'il peut rassembler la droite, « atomisée par le drame algérien »^{30,29}. Les [élections municipales de mars 1965](#) divisent son camp, notamment en raison d'une possible alliance avec les centristes à [Paris](#), au point que Tixier-Vignancour envisage de retirer sa candidature à l'élection présidentielle³¹.

Une candidature favorisée par le communautarisme [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Jean-Louis Tixier-Vignancour est soutenu par l'ancien Front national pour l'Algérie française. Dirigée par Jean-Marie Le Pen, sa campagne utilise ses initiales pour son mouvement (« [comités TV](#) ») et comme slogan²⁹.

Le candidat effectue une médiatique tournée de la France où il déplace un chapiteau rouge (surnommé « le cirque Tixier »), avec une tournée en août 1965 sur les plages de France. Mais il effectue des prestations télévisées médiocres et peine à fédérer au-delà de l'électorat traditionnel de l'[extrême droite](#) et des [rapatriés d'Algérie](#) (« Pieds-noirs »), qu'il défend ardemment. Selon un sondage, quelque 60 % des électeurs se situant à l'extrême droite votent directement pour le général de Gaulle au premier tour de scrutin³².

Pierre Marcilhacy, candidat libéral et européen [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Une candidature discrète [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 25 avril 1965, la « Convention nationale libérale », rassemblement hétéroclite comprenant le [Parti libéral européen](#) (PLE), des [poujadistes](#), des partisans de [Jean-Louis Tixier-Vignancour](#) et des apolitiques, désigne le sénateur [non-inscrit](#) de la Charente [Pierre Marcilhacy](#) comme candidat à l'élection présidentielle¹⁵. Il obtient 310 voix contre 167 à Tixier-Vignancour³³.

Avec cette désignation, [Jean-Paul David](#), dirigeant du PLE, situé à droite mais se réclamant du centre, entend en fait mettre en avant un programme [libéral](#) dans l'attente de la déclaration de candidature du populaire [Antoine Pinay](#)³⁴. Jean-Paul David a précédemment également approché [Jean Lecanuet](#) mais celui-ci lui avait alors répondu qu'il ne serait « jamais candidat », ainsi que [René Blondelle](#)³⁵.

Les journalistes [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#) écrivent à son sujet : « Pierre Marcilhacy mesure 2 m 03. Cela lui permet de s'affirmer – comme de Gaulle – au-dessus des partis. Il le répétera beaucoup au cours de la campagne. Ancien journaliste, avocat au [Conseil d'État](#), cet homme indépendant, intègre, courtois et discret, a la légitimité provinciale : sa famille représente depuis cent quinze ans le [canton de Jarnac](#) au [conseil général de la Charente](#)³⁵. » [Alain Ayache](#) lui consacre un ouvrage, *Monsieur Y* (Nouvelles Éditions latines, 1965), par référence à « [Monsieur X](#) », nom utilisé par *[L'Express](#)* pour lancer la candidature de [Gaston Defferre](#)³⁶.

Un défenseur du régime parlementaire [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Pierre Marcilhacy déclare : « Je ne ferai aucune promesse électorale, car vous savez ce qu'elles valent³⁷. » Il place au cœur de sa campagne la question institutionnelle : il défend le [régime parlementaire](#), comme beaucoup de sénateurs, et promet de respecter strictement la [Constitution de 1958](#), estimant que ce n'est pas le cas du général de Gaulle³⁴.

Inconnu du grand public à l'annonce de sa candidature, Pierre Marcilhacy voit les intentions de vote en sa faveur augmenter légèrement en raison de ses prestations télévisuelles, bien que sa popularité reste cantonnée à son département d'élection, la Charente (il arrivera troisième en dépassant les 11 %)³⁴.

Marcel Barbu, candidat indépendant [modifier | modifier le code]

Une candidature de dernière minute [modifier | modifier le code]

Marcel Barbu, candidat **indépendant** d'inspiration **autogestionnaire**, est le candidat surprise de l'élection présidentielle de 1965. Il réussit in extremis à réunir les 100 parrainages nécessaires grâce à ses réseaux issus de ses actions d'avant guerre dans le mouvement communautaire³⁸.

Une campagne atypique [modifier | modifier le code]

Marcel Barbu se présente comme le défenseur des citoyens ordinaires et use régulièrement de l'humour et de l'émotion dans ses interventions³⁸.

Sa profession de foi, dont le programme est « La Liberté et le respect de l'homme par l'amour, par la justice et par la vérité », s'articule en huit points. Il s'engage à ne pas **dissoudre l'Assemblée nationale**, « sauf conflit », à supprimer les réceptions de prestige sauf dans les ministères et à démissionner pour les **élections législatives de 1967**. Il souhaite que le gouvernement actuel soit maintenu, chaque membre étant accompagné d'un ministre suppléant, élu par l'**opposition**, il aurait une voix consultative et peut assurer l'**intérim**³⁸.

Il veut également réformer les institutions en **révisant la Constitution**. Ses objectifs sont la ratification de la **Déclaration universelle des droits de l'homme** et la création d'un poste de **vice-président** qui aurait à charge le ministère des droits de l'homme, dont l'établissement est constitutionnalisé. Ce ministère résoudrait les conflits entre les administrés et l'administration. Il reproche que **Bordeaux** et **Combovin** ont le même régime représentatif, les communes seront administrées par des groupes de cinquante foyers qui auront une responsabilité administrative et une personne morale³⁸.

Candidatures n'ayant pas abouti [modifier | modifier le code]

D'autres personnalités ont été pressenties à la candidature, mais ne sont pas présentées.

Gaston Defferre [modifier | modifier le code]

Magazine de **centre gauche** dirigé par **Jean-Jacques Servan-Schreiber**, *L'Express* milite pour la candidature de **Gaston Defferre**, maire **SFIO** de **Marseille**. En septembre 1963, le journaliste **Jean Ferniot** dresse le portrait-robot d'un « Monsieur X », qui serait la meilleure alternative au régime personnel du Général^{39,40}. Un premier interview du candidat mystère paraît en octobre⁴¹. En novembre, l'hebdomadaire pose l'équation « X = D » (D comme Defferre)⁴². Cette candidature, qui présente pour ses partisans l'avantage de ne pas être celle d'un technocrate ou d'un dirigeant de la **Quatrième République**, est soutenue par des clubs – notamment le **club Jean-Moulin** et le club des Jacobins –, des universitaires et des syndicalistes⁴³.



Au sein de la SFIO, Gaston Defferre est perçu comme un rénovateur, favorable à une alliance avec le centre. À l'issue d'un congrès extraordinaire du parti les 1^{er} et 2 février 1964 à **Clichy**, le parti le désigne officiellement candidat à l'élection présidentielle. La presse s'attendait à cette occasion qu'il tente de renverser la direction en place, notamment son secrétaire général, **Guy Mollet**, en fonction depuis 1946 et peu enthousiaste envers sa candidature et sa stratégie de rapprochement avec le centre, mais il n'en est rien⁴⁴.

Après consultations avec des intellectuels, Gaston Defferre déroule son programme, « Horizon 80 », qui est le nom de son club⁴⁵. Il entend mener une campagne centriste, en s'efforçant de rassembler des réformateurs venus d'horizons variés¹⁵. Vertement critiqué par le PCF (Guy Mollet ne veut pas non plus d'alliance avec le PCF⁴⁶) et l'aile gauche de la SFIO, il entend obtenir le soutien du MRP, qui refuse cependant toute référence au **socialisme** et à la **laïcité**, indispensables aux yeux de son parti²⁰. En mai, Defferre contacte **Joseph Fontanet** et **Jean Lecanuet** (MRP), **Maurice Faure** (Parti radical) et

Bertrand Motte (CNIP) afin de former une « grande Fédération démocrate et socialiste », allant des socialistes aux démocrates-chrétiens dans l'objectif de mettre fin aux clivages partisans hérités de la IV^e République⁴⁷.

Alors que *L'Humanité* et le PSU dénoncent une droitisation de Gaston Defferre (réélu maire de Marseille à la tête d'une coalition sociale-centriste en mars 1965), le MRP se dit prêt à étudier l'idée de la Fédération démocrate et socialiste. Lors du congrès de la SFIO de début juin 1965, un affrontement a lieu avec Guy Mollet, qui reproche à Gaston Defferre de se renier sur le principe de la laïcité en voulant s'allier aux démocrates-chrétiens^{46, 48}. Le 18 juin, le projet de fédération échoue, les représentants SFIO, MRP, radicaux, des clubs du centre et de la gauche ne parvenant pas à s'entendre sur la question du PCF et sur celle de la laïcité¹⁵. Une semaine plus tard, le 25 juin, Gaston Defferre annonce le retrait de sa candidature²⁰.

Antoine Pinay [modifier | modifier le code]

Antoine Pinay, président d'honneur du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), président du Conseil en 1952-1953, ministre des Finances au début de la présidence de Gaulle, est l'un des hommes politiques les plus connus et populaires à l'approche de l'élection présidentielle de 1965⁴⁹. Il rompt en 1960 avec le Général, à qui il reproche sa politique algérienne, son antiaméricanisme et sa politique de la chaise vide avec les partenaires européens⁵⁰. Celui qui n'est plus que maire de Saint-Chamond (Loire) se tient en retrait de la vie publique, se réservant pour la « chute du général de Gaulle », selon ses termes⁴⁹.



Pierre Mendès France [modifier | modifier le code]

Ancien dirigeant du Parti radical et président du Conseil en 1954-1955, Pierre Mendès France est une figure populaire et respectée à gauche.

Après le retrait de Gaston Defferre, *Le Nouvel Observateur* lance en première page un « Pourquoi pas Mendès ? »⁵¹. Des clubs apparaissent partout en France pour soutenir une telle candidature, fort de soutiens variés : le PSU, dont il est membre, la SFIO et une partie du Parti radical, son ancienne formation²³.



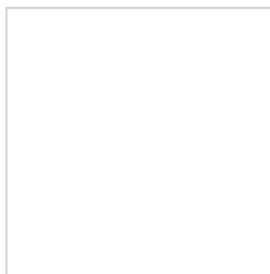
Mais Pierre Mendès France refuse de se présenter, confiant que « les institutions sont mauvaises » et que « les utiliser pour s'emparer du pouvoir est une manière comme une autre de les accréditer »⁵². En outre, il n'apparaît pas en mesure de fédérer la gauche, le PCF ne lui pardonnant pas d'avoir refusé ses voix en 1954 pour l'investiture à la présidence du Conseil²³.

Autres [modifier | modifier le code]

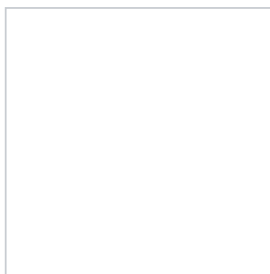
En février 1965, l'humoriste Pierre Dac annonce sa candidature avec son Mouvement ondulatoire unifié (MOU), un parti politique satirique dont le slogan est « Les temps sont durs, votez MOU ! ». En septembre suivant, il renonce à se présenter à la demande de l'Élysée⁵³.

Paul Antier, président du Parti paysan d'union sociale (PPUS), renonce également.

D'autres noms sont évoqués par la presse : Pierre Sudreau, Louis Armand, Maurice Faure, Jean Monnet, Georges Vedel⁵⁴.



Paul Antier



Pierre Dac

Campagne [modifier | modifier le code]

En vue du premier tour [modifier | modifier le code]

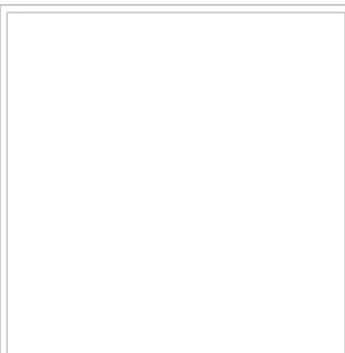
Selon la formule de François Mitterrand, « la campagne de communication est totalement déléguée aux affichistes »⁵⁵. Le général de Gaulle choisit pour affiche de campagne une **Marianne** représentée en petite fille et dessinée par Lefor et Openo avec comme **slogan** « J'ai sept ans, laissez-moi grandir », le présentant de fait comme le garant et le défenseur des nouvelles institutions de la **Cinquième République**. Souhaitant afficher son opposition au général de Gaulle, François Mitterrand utilise pour slogan « Un président jeune pour une France moderne ». Candidat déclaré une semaine après lui, Jean Lecanuet utilise également cet argument de la jeunesse : il fait éditer une brochure de 16 pages, vendue dix centimes chez les marchands de journaux, dans laquelle il pose avec sa famille et se présente comme « le **Kennedy** français »⁵⁶.

Sur le terrain, François Mitterrand et Jean Lecanuet enchaînent les réunions publiques à succès. De son côté, le général de Gaulle ne tient aucun meeting et interdit tout rassemblement de soutien à sa candidature⁵⁷.

La campagne est perturbée par la disparition de **Mehdi Ben Barka**, principal opposant au régime marocain, enlevé le 29 octobre 1965 à **Fontenay-le-Vicomte** (Seine-et-Oise). Cet événement conduit le ministre de l'Intérieur, **Roger Frey**, à affirmer que les services de renseignement français ne sont pas impliqués. Le lendemain de cette déclaration, deux policiers français sont arrêtés, soupçonnés d'avoir obéi au général marocain **Mohamed Oufkir**, ministre de l'Intérieur, avec une complicité de services de police et du **SDECE**. Cette affaire est considérée comme un camouflet pour le pouvoir gaulliste¹⁵.

L'ouverture officielle de la campagne officielle a lieu le 19 novembre 1965⁵⁸. Celle-ci surprend en montrant l'importance de la **télévision** (la France compte alors 6 385 000 récepteurs) outil qui équipe environ la moitié des ménages en France métropolitaine, à l'époque. Chaque candidat a alors le même temps de parole lors de la campagne officielle. Tous les « candidats se voient attribuer deux heures d'antenne aux meilleures heures d'écoute (de 13 h à 13 h 30 et de 20 h 30 à 21 h), réparties selon le principe d'égalité en sept interventions entre le 19 novembre et le 3 décembre, avant-veille du premier tour »⁵⁹, cela permettant l'arrivée à l'élection de ce que l'on appelle « les petits candidats ». Le ministre de l'Information **Alain Peyrefitte** confiera avoir envisagé d'accorder la moitié du temps de parole à l'opposition et l'autre moitié à la majorité présidentielle, mais de Gaulle s'y serait opposé⁶⁰). **François Mitterrand** et **Jean Lecanuet** avaient tous deux pris en compte le rôle de la télévision dans l'**élection présidentielle américaine de 1960** : au cours de cette campagne, le débat télévisé était généralement considéré comme ayant aidé John Fitzgerald Kennedy à l'emporter de justesse sur **Richard Nixon**. François Mitterrand n'est cependant pas à l'aise face à la caméra⁶¹.

Appelant les électeurs à lui renouveler sa confiance et refusant d'entrer en compétition avec les autres candidats, Charles de Gaulle, confiant, ne fait pas campagne durant les premiers semaines et ne présente pas de programme¹³. Il renonce



Affiches électorales en 1965, celle du candidat d'extrême droite **Jean-Louis Tixier-Vignancour** étant taguée par une **croix gammée nazie**.

d'abord à utiliser son temps de parole de campagne à la télévision⁶², laissant ses ministres intervenir⁶³. Il y recourt cependant les 30 novembre et 3 décembre⁶⁴ en raison de la baisse des intentions de vote en sa faveur⁶⁵ : il fustige le régime des partis alors que les gaullistes ciblent principalement Jean Lecanuet, jugé responsable de la baisse du président sortant dans les sondages¹⁵. Mais le chef de l'État refuse de participer à des débats contradictoires alors que les autres candidats acclimatent l'opinion au style nouveau des campagnes présidentielles « à l'américaine »⁶⁶.

Pour le second tour [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Dans l'entre-deux-tours, le général de Gaulle change de stratégie et de style. Apparaissant en forme, il est interrogé par le journaliste [Michel Droit](#) lors d'entretiens durant lesquels il use de son talent oratoire, et surprend le public par sa décontraction et une inhabituelle liberté de ton. Selon sa formule, il se met ainsi « en pyjama » face aux Français. Il parle des préoccupations quotidiennes des citoyens, fait état de son bilan social et va jusqu'à sautiller sur son fauteuil afin de ridiculiser ceux qui « sautent sur leur chaise comme un cabri en disant « Europe ! Europe ! Europe ! » »^{15,67}. Il se refuse cependant à prendre part à des meetings⁶⁸.

Le Général interdit au ministre de l'Intérieur, [Roger Frey](#), d'utiliser le passé de François Mitterrand pour tenter de le déstabiliser : il s'oppose notamment à la publication d'une photo du candidat de l'union de la gauche aux côtés du maréchal Pétain et à toute enquête sur ses liens avec [René Bousquet](#)⁶⁹. Le président de la République sortant présente son adversaire comme « le candidat de la gauche et de la droite », en réalité comme « le candidat des partis ». Toujours mal à l'aise face à la caméra mais adoptant une posture plus présidentielle, François Mitterrand tente de lui répondre point par point^{15,70}.

Les membres du gouvernement se mobilisent, lors de rassemblements publics ou à la télévision. Le ministre de la Culture, [André Malraux](#), accuse François Mitterrand d'être « le candidat unique de quatre gauches, dont l'extrême droite », cette dernière reprochant à de Gaulle l'abandon de l'[Algérie française](#)⁷¹. D'ailleurs, entre autres, le candidat [Jean-Louis Tixier-Vignancour](#) et [Pierre Sergent](#), l'un des chefs de l'[OAS](#), invitent à voter au second tour pour Mitterrand⁷².

Pendant la campagne, le général de Gaulle s'oppose à l'utilisation de la photo de François Mitterrand serrant la main du [maréchal Pétain](#) le 15 octobre 1942⁶⁹.

Sondages [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

L'élection présidentielle de 1965 est marquée par l'émergence des [sondages](#). Ceux réalisés en fin de campagne se révéleront fiables alors que la mise en ballottage du général de Gaulle était jugée peu plausible par beaucoup⁷³.

Les enquêtes d'opinion réalisées depuis 1958 par le principal institut de sondages, l'[Institut français d'opinion publique](#) (Ifop), indiquent que la popularité du général de Gaulle atteint des niveaux exceptionnellement élevés. Contrairement aux dirigeants de la [Quatrième République](#), sa cote de popularité ne diminue pas avec le temps : sauf pendant la [grève des mineurs de 1963](#), elle a toujours été supérieure à 50 %, un score qui n'a été atteint que par le président du Conseil [Pierre Mendès France](#) en 1954-1955. À trois mois de l'élection présidentielle de 1965, le Général bénéficie de 67 % d'opinions favorables⁷⁴.

Jusqu'à un mois avant la tenue du scrutin, le président sortant est donné réélu dès le premier tour de scrutin, avec autour de 65 % des suffrages exprimés. Alors que son adversaire le plus sérieux est le socialiste [François Mitterrand](#), le centriste [Jean Lecanuet](#), initialement donné autour de 5 %, effectue une percée dans les dernières semaines de la campagne, notamment chez les téléspectateurs. Cette progression semble se faire au détriment du général de Gaulle, qui passe sous les 50 % d'intentions de vote, ce qui rend probable la tenue d'un second tour, une situation longtemps considérée comme impensable. Le sociologue [Jean Stoetzel](#) relève :

« À trois exceptions près (dans la classification par âges, chez les électeurs les plus âgés ; dans la classification par professions, chez les retraités et inactifs ; dans la classification par régions, dans le Nord-Est) la proportion des intentions de voter pour de Gaulle, les 1^{er} et 2 décembre, descend en dessous de 50 % des intentions exprimées. [...] Le taux de 65 % d'électeurs gaullistes souvent rencontré en période froide et par rapport à des problèmes inactuels, représente donc seulement une orientation, à distinguer des positions que suscitera l'actualisation croissante des données du choix pendant la période immédiatement préélectorale⁷⁴. »

Concernant le second tour, Jean Stoetzel explique que « la situation est beaucoup plus simple à étudier en raison de trois faits : le nombre des candidats est réduit à deux ; la période est beaucoup plus courte ; les électeurs sont beaucoup plus décidés ». Si comme au premier tour l'avance du général de Gaulle sur François Mitterrand s'est réduite, elle se maintient à dix points de pourcentage dans les deux enquêtes conduites par l'Ifop durant l'entre-deux-tours⁷⁴.

Cette élection est la première en France qui donne lieu à une « opération-estimation » au soir des deux scrutins des 5 et 19 décembre. Profitant des progrès réalisés par les calculateurs électroniques, l'institut Ifop, en association avec le [Centre français de recherche opérationnelle](#) (CFRO) organise sur les antennes d'[Europe 1](#) des estimations des résultats électoraux⁷⁵.

Les enquêtes répertoriées dans la présente section ont été réalisées par l'Ifop⁷⁶.

Sondages concernant le premier tour [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

Les sondages sont listés par ordre antéchronologique : les plus récents sont affichés en tête afin que les données les plus proches de l'élection soient toujours présentées en premier.

Le graphique qui
aurait dû être
présenté ici ne
peut pas être
affiché car il utilise
l'ancienne
extension Graph,
désactivée pour
des questions de
sécurité. Des
indications pour
créer un nouveau
graphique avec la
nouvelle extension
Chart sont
disponibles [ici](#).

Évolution des intentions de vote en vue du premier tour.

Sondeur	Date	Marcel Barbu	François Mitterrand	Jean Lecanuet	Pierre Marcilhacy	Charles de Gaulle	Jean-Louis Tixier-Vignancour

Résultats

[modifier | modifier le code]

Au niveau national

[modifier | modifier le code]

Résultats de l'élection présidentielle française de 1965 ^{77,78}						
Candidats		Partis	Premier tour		Second tour	
			Voix	%	Voix	%
	Charles de Gaulle	UNR-UDT ^a	10 828 521	44,65	13 083 699	55,20
	François Mitterrand	CIR ^b	7 694 005	31,72	10 619 735	44,80
	Jean Lecanuet	MRP ^c	3 777 120	15,57		
	Jean-Louis Tixier-Vignancour	CTV	1 260 208	5,20		
	Pierre Marcilhacy	PLE	415 017	1,71		
	Marcel Barbu	IND	279 685	1,15		
Suffrages exprimés			24 254 556	98,99	23 703 434	97,26
Votes blancs et nuls			248 360	1,01	668 213	2,74
Total			24 502 916	100	24 371 647	100
Abstention			4 407 665	15,25	4 531 057	15,68
Inscrits / participation			28 910 581	84,75	28 902 704	84,32

Charles de Gaulle
(55,20 %)

▲

François Mitterrand
(44,80 %)

Par département

[modifier | modifier le code]

Premier tour

[modifier | modifier le code]

Le général de Gaulle réalise ses meilleurs performances dans le nord de la France métropolitaine et en France d'outre-mer. Pour François Mitterrand, c'est dans le sud de la métropole, tout comme pour Jean-Louis Tixier-Vignancour, qui bénéficie d'un vote communautaire des rapatriés d'Algérie (avec un pic à 14,1 % dans le Var). Jean Lecanuet arrive en deuxième position dans huit départements métropolitains d'obédience centriste. Pierre Marcilhacy obtient son seul score significatif dans son département de la Charente (11,3 %). Marcel Barbu ne dépasse quant à lui les 2 % que dans la Drôme.

Résultats détaillés du premier tour de l'élection présidentielle par département^{79,80}

[afficher]

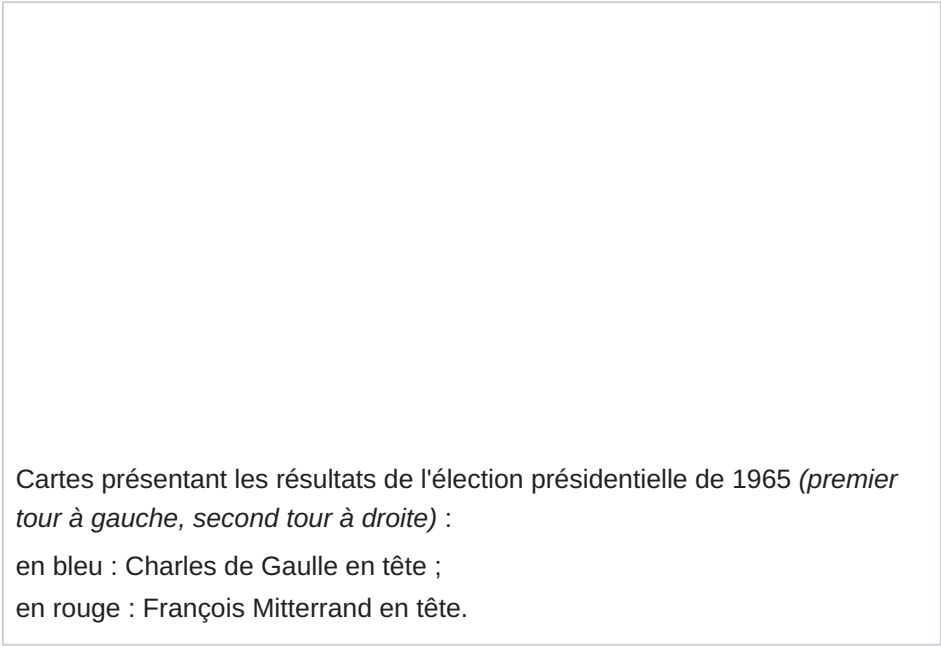
Second tour

[modifier | modifier le code]

En métropole, le général de Gaulle réunit un total de 54,5 % des suffrages exprimés, avec un pic dans le Bas-Rhin (79,9 %). Toujours principalement implanté en France méridionale, François Mitterrand arrive en tête dans un quart des départements, obtenant son meilleur score dans le Gers (65,2 %). Avec la prise en compte du vote des départements et territoires d'outre-mer, où il est plébiscité, Charles de Gaulle passe à 55,2 % au niveau national⁸¹.

Résultats détaillés du second tour l'élection présidentielle par département^{79,80}

[afficher]



Réactions et analyses
 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Un scrutin mobilisateur et favorisant le présidentialisme
 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

L'abstention au premier tour est de seulement 15,2 % des électeurs inscrits, ce qui démontre l'intérêt des électeurs pour ce nouveau type de scrutin¹⁵. Il s'agit du taux d'abstention le plus faible dans l'histoire de France pour une élection au suffrage universel⁸². La participation au second tour est quasiment identique à celle du premier (84,3 % contre 84,8 %), avec une hausse sensible des votes blancs ou nuls (2,7 % contre 1,0 %)⁸³.

Olivier Duhamel relève qu'il s'agit d'un succès à long terme pour le général de Gaulle car, s'il ne sort pas tellement renforcé du scrutin, l'élection présidentielle de 1965 et les suivantes vont renforcer la Ve République et le parti gaulliste, qui lui survivent⁸⁴. Le politologue indique que le scrutin présidentiel au suffrage universel direct apparaît dorénavant comme irréversible : « on a donné ce pouvoir aux Français ; ils ne sont pas prêts [*sic*] de se laisser enlever cette prérogative »⁸⁵. En outre, ce type d'élection renforce pour lui le présidentialisme : le chef de l'État français n'est plus un arbitre, mais un responsable politique au-dessus de la plupart des autres institutions⁸⁵.



Armoiries de la Ve République française.

Maintien du général de Gaulle au second tour
 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À l'issue du conseil des ministres du 8 décembre, il est confirmé que le général de Gaulle se présentera « naturellement » au second tour de scrutin. Des rumeurs faisaient état de son retrait en raison d'un score en-deçà de ses attentes. Ses proches confient que le président sortant aurait pris une telle décision s'il n'avait pas recueilli plus de 30 à 35 % des suffrages exprimés⁸⁶.

Une élection apparentée à des législatives
 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La mise en ballottage du général de Gaulle stupéfie le monde entier, notamment Moscou¹⁵. Lors du conseil des ministres du 8 décembre 1965, Charles de Gaulle réagit de la façon suivante : « Je vous mentirais si je vous disais que je n'ai pas été atteint. […] Nous nous sommes trompés. Nous avons considéré le scrutin du 8 décembre comme s'il s'agissait d'un référendum. C'était des élections législatives à l'échelle nationale. » Il tient la même analyse lors de sa conférence de presse du 21 février 1966^{87,88}.

Le politologue [François Goguel](#) rapproche également les résultats du premier tour de l'élection présidentielle de ceux d'élections législatives⁸⁷ :

- Il relativise le score de François Mitterrand en rappelant qu'au premier tour des [élections législatives de 1962](#) la gauche et l'extrême gauche ont recueilli 8,2 millions de voix, contre quelque 7,7 millions pour le candidat unique de la gauche le 5 décembre 1965, et soulignant que le score de celui-ci est inférieur à l'addition des scores de tous les partis qui le soutenaient lors de toutes les élections nationales depuis 1945 ;
- À l'inverse, Jean Lecanuet, Jean-Louis Tixier-Vignancour et Pierre Marcilhacy réunissent 1,7 million de voix de plus que la somme obtenue par les formations les ayant soutenus lors des élections de 1962 ;
- Quant au général de Gaulle, il a obtenu quatre millions de vote de plus que les candidats gaullistes trois ans plus tôt.

Composition de l'[Assemblée nationale](#) lors de l'élection présidentielle de 1965 ([élections législatives de 1962](#)) : le général de Gaulle ([UDR-UDT](#), 233 députés) y dispose de la majorité absolue grâce à l'appui des [Républicains indépendants](#) de [Valéry Giscard d'Estaing](#) (35 élus).

Candidats éliminés et reports de voix [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

[Olivier Duhamel](#) souligne que « l'élection présidentielle peut être un vecteur pour l'apparition de nouveaux leaders politiques » et constitue un « accélérateur de la bipolarisation » de la vie politique avec les duels de second tour⁸⁹ . Selon le *[Trésor de la langue française informatisé](#)*, c'est la première fois que le substantif « [présidentiable](#) » est attesté, dans le journal *[Le Monde](#)*^{90,91} .

Bien que trois fois supérieur aux intentions de vote accordées au début de la campagne (5 %), le score de Jean Lecanuet déçoit ses partisans, qui s'attendaient à le voir atteindre les 20 % des suffrages au vu des derniers sondages⁹² . Les trois autres candidats (Jean-Louis Tixier-Vignancour, Pierre Marcilhacy, Marcel Barbu) obtiennent des pourcentages proches de ceux rapportés dans les dernières études d'opinion⁷⁶ .

Les reports de voix semblent déterminants pour le second tour. Troisième homme de l'élection, Jean Lecanuet apparaît comme l'arbitre de l'élection. Alors que son soutien [Maurice Faure](#) appelle à voter pour François Mitterrand, le candidat MRP hésite : il appelle dans un premier temps à voter pour « la marche vers l'Europe unie », puis indique qu'il convient de voter contre le général de Gaulle, sans dire s'il faut voter pour le candidat de l'union de gauche, s'abstenir ou voter blanc^{15,93} . Jean Lecanuet dira par la suite regretter de ne pas s'être prononcé en faveur du Général⁹⁴ . Cependant, les sondages indiquent que la majorité de ses électeurs ont voté pour celui-ci⁷⁴ .

De son côté, se disant « ravi » d'avoir contribué à la mise en ballottage du général de Gaulle, Jean-Louis Tixier-Vignancour appelle à voter pour François Mitterrand par antigauillisme, une consigne qui trouble une partie de ses fidèles, notamment [Jean-Marie Le Pen](#) ; son électorat le suit cependant majoritairement⁹⁵ . Marcel Barbu fait de même¹⁵ .

Suites [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Investiture et démission du général de Gaulle [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Confortablement réélu, le général de Gaulle est investi pour un nouveau septennat le 8 janvier 1966. S'achevant avec sa démission à la suite du [référendum constitutionnel perdu de 1969](#), son second mandat est principalement marqué par un nouveau veto à l'entrée du [Royaume-Uni](#) dans la [Communauté économique européenne](#), par son soutien au « [Québec libre](#) », ainsi que par [Mai 68](#) et par le raz-de-marée gaulliste aux [élections législatives anticipées](#) qui suivent.

Affirmation de François Mitterrand comme dirigeant de gauche [modifier |

Le Général de Gaulle en 1968.

[modifier le code](#)]

Fort d'avoir mis en ballottage le président sortant, François Mitterrand assoit son autorité à gauche. Sous l'impulsion de sa candidature, la [Fédération de la gauche démocrate et socialiste](#) (FGDS), regroupant socialistes, radicaux et divers autres mouvements de la gauche non-communiste, fait élire plus de 100 députés aux [élections législatives de 1967](#), mais sort affaiblie à la suite de Mai 68 et disparaît peu après.

Devenu premier secrétaire du [Parti socialiste](#) en 1971, François Mitterrand met en place l'[union de la gauche](#) avec les communistes et les radicaux. Battu par [Valéry Giscard d'Estaing](#) à l'[élection présidentielle de 1974](#), il est président de la République de 1981 à 1995, s'accommodant des institutions qu'il dénonçait vivement dans [Le Coup d'État permanent](#) (1964).

François Mitterrand en 1968.

Devenir des candidats éliminés au premier tour [modifier | modifier le code]

Les quatre autres candidats ne se présentent plus à aucune élection présidentielle par la suite.

[Jean Lecanuet](#) est maire de [Rouen](#) à partir de 1968, ministre (Justice, Plan et Aménagement du territoire) entre 1974 et 1977 et président de l'[Union pour la démocratie française](#) (UDF) en 1978. Renforcé par ses 15,6 % de 1965, son centrisme d'opposition à droite décline en 1969 (lorsque [Jacques Duhamel](#) et [Joseph Fontanet](#) rallient [Georges Pompidou](#)) et disparaît en 1974 (avec le soutien apporté par Lecanuet à [Valéry Giscard d'Estaing](#))⁹⁶.

[Jean-Louis Tixier-Vignancour](#) rallie la majorité gaulliste en 1968 avant de la quitter cinq ans plus tard, puis de prendre la direction du [Parti des forces nouvelles](#) (PFN). [Pierre Marcilhacy](#) reste sénateur de la Charente jusqu'à sa défaite en 1980 et devient membre du [Conseil constitutionnel](#) en 1983. Quant à [Marcel Barbu](#), il se présente sans succès aux élections législatives de 1967 à [Paris](#).

Notes et références [modifier | modifier le code]

Notes [modifier | modifier le code]

- ↑ Soutenu par les [Républicains indépendants](#)
- ↑ Soutenu par la [Section française de l'Internationale ouvrière](#), le [Parti communiste français](#), le [Parti radical](#) et le [Parti socialiste unifié](#)
- ↑ Soutenu par le [Centre national des indépendants et paysans](#)

Références [modifier | modifier le code]

- ↑ Jérôme Pozzi, *Les Mouvements gaullistes : partis, associations et réseaux (1958-1976)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, 392 p. (ISBN 9782753568266, lire en ligne [archive]), « L'UNR-UDT de 1965 à la veille des élections législatives de 1967 : une citadelle menacée ».
- ↑ En croissance moyenne de 5,5 % par an. Cf. [Antoine Prost](#), « Le temps de la prospérité », *L'Histoire*, n^o 102 spécial sur « Les années de Gaulle », juillet-août 1987, p. 55.
- ↑  a b c et d « Loi n^o 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel [archive] », sur *conseil-constitutionnel.fr* (consulté le 4 janvier 2023).
- ↑ « Constitution du 4 octobre 1958 – article 58 [archive] », sur *legifrance.gouv.fr* (consulté le 4 janvier 2023).
- ↑  a et b [PDF] [Décret n^o 65-908 du 28 octobre 1965 portant convocation des électeurs pour l'élection du président de la République \[archive\]](#), publié au *JORF* du 29 octobre 1965, p. 9555.
- ↑ « Décision n^o 65-3 PDR du 18 novembre 1965 [archive] », sur *Conseil-Constitutionnel.fr* (consulté le 12 octobre 2019).
- ↑ Pierre Carrey, « Présidentielle de 1965: Marcel Barbu, un «petit» candidat au poil [archive] », sur *Libération.fr*, 22 avril 2017 (consulté le 9 septembre 2020)

8. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 17.
9. † « L'hospitalisation du président de la République : le précédent du général de Gaulle », [Le Monde](#), 13 septembre 1992 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 30 décembre 2022).
10. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 56.
11. † ^{a et b} [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 20-22.
12. † [Les Brûlures de l'histoire](#) – *Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur [France 3](#), Kuiv Productions, 1993, 46 min 07 s.
13. † ^{a et b} Patrick Jarreau (avec la collaboration de Thomas Wieder), « 1965 : "Moi ou le chaos" », [Le Monde](#), 4 avril 2007 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 30 décembre 2022).
14. † « "France moderne" (républicains indépendants) : "le général de Gaulle est profondément européen" », [Le Monde](#), 24 juillet 1965 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 4 janvier 2023).
15. † ^{a b c d e f g h i j k l m n o p q r s e t t} [Gérard Vincent](#), *Les Français, 1945-1975 : chronologie et structures d'une société*, Paris, Masson, 1977, « 1965 : champ politique ».
16. † Documentaire *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 6 min 35 s-6 min 55 s.
17. † [Les Brûlures de l'histoire](#) – *Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur [France 3](#), Kuiv Productions, 1993, 26 min 20 s-26 min 36 s.
18. † [Claude Estier](#), *J'en ai tant vu : Mémoires*, Paris, Le Cherche midi, coll. « Documents », 2008, 372 p. ([ISBN 9782749107998](#)), p. 80.
19. † Laurent Jalabert, « La Convention des institutions républicaines (1964-1971) », *Vingtième Siècle*, vol. 104, n° 4, 2009, p. 123-139 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 1^{er} janvier 2023).
20. † ^{a b c et d} [Jean-François Sirinelli](#) (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 2004, 544 p. ([ISBN 9782130538431](#)), p. 347.
21. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 25.
22. † [Les Brûlures de l'histoire](#) – *Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur [France 3](#), Kuiv Productions, 1993, 25 min 50 s.
23. † ^{a b et c} [Guy Konopnicki](#), « 1965 : Quand la gauche savait se rassembler... » [[archive](#)], *Marianne*, 21 septembre 2016.
24. † Raymond Barrillon, « Le Parti communiste songe surtout en soutenant M. François Mitterrand à assurer l'unité de la gauche », [Le Monde](#), 25 septembre 1965 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 31 décembre 2022).
25. † [Pierre Mendès France](#), « Pourquoi je prends parti » [[archive](#)], *Le Nouvel Observateur*, 1965.
26. † [Jean-François Sirinelli](#) (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « Quadrige manuels », 2004, 544 p. ([ISBN 9782130538431](#)), p. 348.
27. † Documentaire *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 14 min 45 s.
28. † ^{a et b} P. V.-P., « M. Jean Lecanuet annonce sa candidature à l'Élysée et quitte la présidence du M.R.P. », [Le Monde](#), 20 octobre 1965 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 31 décembre 2022).
29. † ^{a b et c} [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 53-??.
30. † ^{a et b} Jacques Besnard, « «Tixier», avocat de Céline, voleur du cercueil de Pétain et mentor de Le Pen père », *Slate*, 11 mai 2020 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 1^{er} janvier 2023).
31. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 61.
32. † René Chiroux, *L'extrême droite sous la V^e République*, Paris, [Librairie générale de droit et de jurisprudence](#), 1974, p. 104. Cité dans [Nicolas Lebourg](#) et Joseph Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen : Une histoire des numéros 2 du FN*, Paris, [Nouveau Monde](#), novembre 2012, 390 p. [[détail de l'édition](#)] ([ISBN 978-2365833271](#)), p. 43.
33. † [Olivier Duhamel](#), *La Gauche et la V^e République*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 1993, 614 p. ([ISBN 978-2130430292](#), [lire en ligne](#) [[archive](#)]), « L'acceptation présidentialiste ».
34. † ^{a b et c} François Dubasque, « Pierre Marcilhacy, « le candidat qui dit oui aux chrysanthèmes » », *Histoire@Politique, revue du Centre d'histoire de Sciences Po*, n° 44, 1^{er} juin 2021 ([ISSN 1954-3670](#), [DOI 10.4000/histoirepolitique.1094](#), [lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 31 décembre 2022).
35. † ^{a et b} [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 76-77.

36. † [Alain Ayache](#), *Nouvelles éditions latines*, 1965, 131 p.
37. † [Bruno Fuligni](#), *Histoire amusée des promesses électorales, de 1848 à nos jours*, Paris, Tallandier, coll. « Histoire », 2017, 288 p. (ISBN 979-1021023444), p. 27.
38. † ^{a b c e t d} Louis Bachaud, « Marcel Barbu, l'archétype du « petit candidat » ? », *Histoire@Politique*, revue du Centre d'histoire de Sciences Po, n° 44, 1^{er} juin 2021 (ISSN 1954-3670, DOI 10.4000/histoirepolitique.974, lire en ligne [archive], consulté le 30 décembre 2022).
39. † [Jean Ferniot](#), « Monsieur X contre de Gaulle », *L'Express*, 19 septembre 1963, p. 10-11.
40. † [Jean-François Sirinelli](#) (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « Quadrige manuels », 2004, 544 p. (ISBN 9782130538431), p. 346.
41. † https://www.lexpress.fr/politique/elections/presidentielle-1965-premiere-interview-de-monsieur-x_1862127.html [archive]
42. † « Monsieur X, une tradition qui remonte à Defferre », *Le Parisien*, 5 octobre 2011 (lire en ligne [archive], consulté le 1^{er} janvier 2023).
43. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 31-34 ; 69.
44. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 46.
45. † « M. Gaston Defferre a réuni une soixantaine de personnalités pour préparer la constitution du comité Horizon 80 », *Le Monde*, 22 mai 1964 (lire en ligne [archive], consulté le 1^{er} janvier 2023).
46. † ^{a e t b} Jean-Pierre Chevènement, *Qui veut risquer sa vie la sauvera*, Paris, Robert Laffont, 17 septembre 2020, 506 p. (ISBN 2221218469), Génération CERES
47. † *Le Monde*, 22 août 2006, page 15.
48. † [Pierre Viansson-Ponté](#), *Histoire de la République gaullienne*, tome II, *Le Temps des orphelins (été 1962-avril 1969)*, Fayard, 1971, p. 135-136.
49. † ^{a e t b} [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 50-51.
50. † [Jean-Antoine Giansily](#), *Pinay l'indépendant*, Denoël, 1995, 240 p. (ISBN 978-2207243756).
51. † [Jean-Louis Boulanges](#), « Ceux qui n'y vont pas » [archive], *Pouvoirs*, n° 138, septembre 2011, pp. 75-84.
52. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 29.
53. † [Jérôme Garcin](#), « Pierre Dac président ! », *L'Express*, 9 février 1995 (lire en ligne [archive]).
54. † [Pierre Sainderichin](#) et [Joseph Poli](#), *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 26.
55. † *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 14 min 40 s.
56. † Documentaire *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 16 min 00 s-16 min 15 s.
57. † Documentaire *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 17'-19' ; 36 min 28 s.
58. † *L'Élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1970, p. 20.
59. † P-Y Rougeyron, *La présidentielle de 1965 Le duel de Gaulle-Mitterrand* [archive], 30 avril 2022, N°11 Histoire Magazine, (consulté le 2 mars 2024)
60. † *Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur [France 3](#), Kuiv Productions, 1993, 38 min 30 s.
61. † Documentaire *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 55 min 23 s.
62. † L'article 12 du décret du 14 mars 1964 attribue à chaque candidat au premier tour, sur les antennes nationales, « deux heures de radio et de télévision et définit les règles de tournage et de passage dans un strict souci d'égalité au sort. En deux semaines de campagne, les candidats pénètrent dans les foyers à six reprises (après les journaux de mi-journée et du soir), laissant aux Français le temps de se familiariser avec des visages inconnus ». Cf Yannick Dehée et Agnès Chauveau, *Dictionnaire de la télévision française*, Éditions Nouveau Monde, 2013, p. 121.
63. † Documentaire *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 36 min 35 s.
64. † Soit 23 minutes sur les deux heures de radio et de télévision dont il disposait.
65. † Jean-Jérôme Bertolus, Frédérique Bredin, *Tir à vue : la folle histoire des présidentielles*, éditions Fayard, 2011, p. 139.
66. † Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, La Documentation Française, 1991, p. 203.
67. † Documentaire *1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 52 min 06 s-55 min 00 s.
68. † *Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur [France 3](#), Kuiv Productions, 1993, 51 min 25 s.
69. † ^{a e t b} Jean-Jérôme Bertolus, Frédérique Bredin, *Tir à vue : la folle histoire des présidentielles*, éditions Fayard, 2011, p. 21.

70. ↑ Documentaire 1965, *première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 50 min 30 s.
71. ↑ Laurent de Boissieu, « Malraux, Fillon et les "quatre gauches" [archive] », sur *ipolitique.fr*, 29 janvier 2017 (consulté le 29 janvier 2017).
72. ↑ "L'ex-capitaine Sergent invite à voter au second tour pour M. Mitterrand" dans *Le Monde* du 9 novembre 1965 [1] [archive]
73. ↑ *Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur France 3, Kuiv Productions, 1993, 49 min 12 s.
74. ↑ a b c d e t e Jean Stoetzel, « Les sondages et l'élection présidentielle de 1965 », *Revue française de sociologie*, vol. 62, n^{os} 3-4, 2021, p. 523-532 (lire en ligne [archive], consulté le 29 décembre 2022).
75. ↑ Jean-Luc Parodi, « 1965, la première estimation électorale de l'Agence France Presse », in J.-M. Donegani, S. Duchesne, F. Haegel (dir.), *Aux frontières des attitudes entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, 2002.
76. ↑ a e t b « Retour sur l'élection présidentielle de 1965 [archive] » [PDF], IFOP, avril 2012.
77. ↑ « Décision n^o 65-6 PDR du 7 décembre 1965 [archive] », sur *Conseil constitutionnel* (consulté le 9 mars 2022).
78. ↑ « Décision n^o 65-10 PDR du 28 décembre 1965 [archive] », sur *Conseil constitutionnel* (consulté le 9 mars 2022).
79. ↑ a e t b Dominique Frémy, *Quid ?*, Plon, 1966.
80. ↑ a e t b « Élection présidentielle 1965 - résultats par département [archive] », sur *data.gouv.fr*, 21 août 2016 (consulté le 23 janvier 2023).
81. ↑ Pierre Viansson-Ponté, « Élection présidentielle 1965 : le général de Gaulle est élu président de la République avec 54,49 % des suffrages exprimés en métropole », *Le Monde*, 21 décembre 1965 (lire en ligne [archive], consulté le 22 janvier 2023).
82. ↑ « Jamais les Français n'ont été aussi nombreux à voter (85 %) », *Le Monde*, 7 décembre 1965, p. 1.
83. ↑ « Résultats de l'élection présidentielle 1965 [archive] », sur *vie-publique.fr*, 6 juin 2019 (consulté le 9 janvier 2023).
84. ↑ *Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur France 3, Kuiv Productions, 1993, 58 min 20 s-58 min 37 s.
85. ↑ a e t b *Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur France 3, Kuiv Productions, 1993, 60 min 15 s-61 min 05 s.
86. ↑ Pierre Sainderichin et Joseph Poli, *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 15.
87. ↑ a e t b Pierre Sainderichin et Joseph Poli, *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p., p. 11-14.
88. ↑ Jean Lacouture, *De Gaulle, le souverain (1959-1970)*, Éditions du Seuil, 1986, p. 637.
89. ↑ *Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur France 3, Kuiv Productions, 1993, 56 min 40 s ; 59 min 50 s.
90. ↑ « Présidentiable [archive] », sur *Centre national de ressources textuelles et lexicales* (consulté le 15 février 2026).
91. ↑ Valérie Moureaud, « La labellisation des « présidentiables » en France : étude de cas d'une légitimation politico-médiatique », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n^o 2, 2008, p. 161–189 (DOI 10.7202/019460ar, lire en ligne [archive], consulté le 14 février 2026).
92. ↑ Documentaire 1965, *première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 45 min 35 s.
93. ↑ Pierre Viansson-Ponté, « M. Lecanuet appelle à voter le 19 décembre pour "la marche vers l'Europe unie" », *Le Monde*, 10 décembre 1965 (lire en ligne [archive], consulté le 31 décembre 2022).
94. ↑ Georges Valance, *VGE - Une vie*, Flammarion, 2011, p. 394.
95. ↑ Pierre Milza, *L'Europe en chemise noire : Les extrêmes droites en Europe de 1945 à aujourd'hui*, Éditions Flammarion, 2004 [détail de l'édition], p. 134.
96. ↑ *Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur France 3, Kuiv Productions, 1993, 59 min 00 s.

Voir aussi [modifier | modifier le code]

Bibliographie [modifier | modifier le code]

- François Mitterrand, *Le Coup d'État permanent*, Plon, coll. « Les débats de notre temps », 1964, 283 p.
- Gaston Defferre, *Un nouvel horizon : le travail d'une équipe*, Gallimard, coll. « Idées », 1965, 183 p.
- Pierre Sainderichin et Joseph Poli, *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, coll. « Le Cercle du nouveau livre d'histoire », 1966, 252 p.
- Alain Ayache, *Monsieur Y : Pierre Marcilhacy*, Nouvelles Éditions latines, 1965, 131 p..

- Jacques Derogy et Jean-François Kahn, *Les Secrets du ballottage : le récit, heure par heure, de la course à l'Élysée*, Fayard, 1966, 283 p.
- Roger-Gérard Schwartzberg, *La Campagne présidentielle de 1965*, Presses universitaires de France, 1967, 182 p.
- Centre d'études de la vie politique française, *L'Élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*, Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 1970, 548 p.
- Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la République gaullienne*, t. II, *Le Temps des orphelins (été 1962-avril 1969)*, Paris, Fayard, 1971, 584 p.
- Olivier Duhamel, *La Gauche et la V^e République*, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 1980, 589 p.
- Jean Lacouture, *Charles de Gaulle : Le souverain*, t. 3, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 1986, 865 p.
- Serge Berstein, *La France de l'expansion : la République gaullienne*, t. 17, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 1989, 375 p.
- Georges Marion, Gaston Defferre, Albin Michel, 1989, 361 p.
- Hugues Portelli, *La V^e République*, Grasset, coll. « Références », 1994, 573 p.
- Henri Mendras, *La Seconde Révolution française : 1965-1984*, Gallimard, coll. « Folio Essais », 1994, 456 p.
- Franz-Olivier Giesbert, *François Mitterrand : une vie*, Éditions du Seuil, 1996, 762 p.
- Jean Lacouture, *François Mitterrand, une histoire de Français : les risques de l'escalade*, t. 1, Éditions du Seuil, 1998, 434 p.
- Philippe Priol, *Jean Lecanuet : le vol de l'albatros*, Maître Jacques, 2001, 314 p.
- Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Gallimard, coll. « Quarto », 2002, 1954 p.
- Serge Berstein, *Histoire du gaullisme*, Perrin, coll. « Tempus », 2002, 574 p.
- Thierry Bouclier, *Tixier-Vignancour*, Éditions Rémi Perrin, 2003, 330 p.
- Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Ambition et le Remords : les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Fayard, coll. « L'Espace du politique », 2005, 610 p.
- François Lafon, *Guy Mollet : itinéraire d'un socialiste controversé*, Fayard, 2006, 960 p.
- Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, t. 1, Perrin, coll. « Tempus », 2007, 708 p.
- Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, t. 2, Perrin, coll. « Tempus », 2007, 777 p.
- Christian Delporte, *La France dans les yeux : une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Flammarion, 2007, 490 p.
- Michèle Cotta, *Carnets secrets de la V^e République : 1965-1977*, t. 1, Fayard, 2007, 874 p.
- Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au xx^e siècle : de 1958 à nos jours*, t. 3, Perrin, coll. « Tempus », 2009, 878 p.
- Arnaud Teyssier, *Histoire politique de la V^e République : 1958-2011*, Perrin, coll. « Tempus », 2011, 837 p.
- Gérard Unger, Gaston Defferre, Fayard, 2011, 391 p.
- Danielle Tartakowsky (dir.) et Alain Bergounioux (dir.) (préf. Claude Bartolone), *L'union sans unité : le programme commun de la gauche, 1963-1978*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2012, 307 p. (ISBN 978-2-7535-1974-9, lire en ligne [archive]).
- Jacques Julliard, *Les Gauches françaises : 1762-2012, histoire et politique*, Flammarion, coll. « Champs Histoire », 2013, 904 p.
- Jean Vigreux, *Croissance et contestations : 1958-1981*, t. 9, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique (Histoire de la France contemporaine) », 2014, 471 p.
- Alain Duhamel, *Une histoire personnelle de la V^e République*, Plon, 2014, 326 p.
- Jean-François Sirinelli (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 2014, 554 p.
- Éric Roussel, *François Mitterrand : de l'intime au politique*, Robert Laffont, 2015, 657 p.
- Robert Schneider, *De Gaulle et Mitterrand : la bataille des deux France*, Perrin, 2015, 300 p. (lire en ligne [archive])

- Michel Winock**, *François Mitterrand*, **Gallimard**, coll. « Folio Histoire », 2016, 509 p.
- Michel Winock**, *Les Élections présidentielles en France : 1958-2012*, **Perrin**, coll. « Tempus », 2016, 299 p.

Documentaires [modifier | modifier le code]

- Les Brûlures de l'histoire – Les élections présidentielles : 1965, Mitterrand contre de Gaulle*, diffusé sur **France 3**, Kuiv Productions, 1993, 1h10 (regarder en ligne [archive]).
- 1965, première campagne pour l'Élysée*, réalisé et narré par Cédric Tourbe, 2015, 59 min (regarder en ligne [archive]).
- Les Conquérants : Charles de Gaulle, la fierté retrouvée*, avec la participation d'**Alain Duhamel** et **Maxime Switek**, diffusé sur **BFM TV** en 2022, 30 min (regarder en ligne [archive]).

Articles connexes [modifier | modifier le code]

- Suffrage universel**
- Liste des élections présidentielles françaises (Cinquième République)**
- Référendum français sur l'élection au suffrage universel du président de la République**

Liens externes [modifier | modifier le code]

- « Élection & télévision : la présidentielle 1965 » : « **Acte I – Premier tour** [archive] » et « **Acte II – Second tour** [archive] » (articles sur la campagne électorale à l'**ORTF**).

v • m	Élection présidentielle française de 1965	[afficher]
v • m	 Scrutins en France sous la Cinquième République	[afficher]
v • m	Candidats gaullistes ou néo-gaullistes aux élections présidentielles françaises	[afficher]
v • m	François Mitterrand	[afficher]

	Portail de la politique française	Portail de la Cinquième République
	Portail des années 1960	

Catégories : Élection présidentielle en France sous la Cinquième République Élection en France en 1965 Politique en décembre 1965 Décembre 1965 en France Charles de Gaulle François Mitterrand [+]
--

La dernière modification de cette page a été faite le 23 juin 2026 à 14:45. La page a été rendue avec **Parsoid**.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité À propos de Wikipédia Avertissements Contact Contacts juridiques & sécurité Code de conduite Développeurs Statistiques

Déclaration sur les témoins (cookies) Version mobile